



étudiants et étudiantes, lycéens et lycéennes :

SUR LA LISTE NOIRE DU GOUVERNEMENT

L'obligation faite aux universités de quémander des financements privés est un processus de privatisation déguisée. Or plus le patronat finance l'éducation et la formation, plus il exige d'en contrôler le contenu pédagogique et les cursus. Tous et toutes ensemble, faisons échec à la loi Pécresse !

Le gouvernement Sarko/Medef n'épargne pas les jeunes dans sa démolition sociale. Le 10 août dernier, profitant lâchement des vacances, une poignée de députés votait la Loi Relative à l'autonomie des universités (LRU). Pour l'UMP il s'agit de saper les secteurs qui avaient résisté aux précédents gouvernements, afin d'imposer les réformes à venir : retraites, contrat unique, casse de la sécu...

Dans l'éducation, l'UMP fait d'une pierre deux coups : enterrer la contestation étudiante et lycéenne et accentuer la marchandisation du savoir.

L'éducation au service des intérêts privés

L'instauration d'un socle commun en première et terminale vise à marginaliser les cultures « non rentables » (philosophie, histoire...) et à valoriser la culture d'entreprise (management, communication...). Les nombreuses options qui étaient offertes au choix des lycéen-ne-s sont aussi de plus en plus marginalisées.

On subordonne la pédagogie à la rentabilité en rendant les emplois du temps incohérents avec des cours le midi, des trous importants entre deux cours et certaines journées très longues, ainsi que des classes surchargées.

Le but des lycées ne sera plus de fournir des savoirs mais de former de la main-d'œuvre directement rentable et docile.

Pour l'Université le processus est lar-

gement avancé. Avec la LRU l'Etat n'a plus d'obligation financière envers les universités. Elles devront augmenter les frais d'inscription, excluant de fait une part importante d'étudiant-e-s, et se tourner vers des partenaires privés locaux pour assurer leur financement.

Ces derniers n'investiront pas gratuitement dans les universités : ils voudront contrôler le contenu des enseignements et se servir dans le vivier de main-d'œuvre gratuite (le milieu étudiant), adaptée aux besoins locaux et périssable (stages...). On imagine les incidences sur la recherche. Ainsi, quelles conséquences aura le financement de la recherche OGM par Monsanto, n°1 mondial des OGM ?

Cette réforme s'accompagnera d'une sélection à l'entrée de l'Université par la mise en place d'une orientation active visant à dissuader les lycéen-ne-s de choisir leurs filières post-bac, surtout pour celles et ceux n'ayant pas un bac général ayant pourtant toute leur place dans l'enseignement supérieur.

De tels projets ont déjà été combattus par les étudiant-e-s et lycéen-ne-s en 1998 avec la réforme Allègre, en 2003 avec les décrets Lang (LMD-ECTS) et en 2005 avec la loi Fillon. En réitérant les mêmes propositions, le gouvernement teste la capacité de résistance des étudiant-e-s et lycéen-ne-s, qui, si elle est faible, permettra d'accélérer les réformes et de porter plus gravement atteinte à nos conditions de vie et d'études.

La lutte paie !

Le mouvement CPE a montré que seule la mobilisation collective permettait de faire reculer nos dirigeant-es. Il est urgent de se réunir, de s'informer, s'organiser sur nos lieux d'études pour lutter et gagner ! La démocratie, l'égalité, la justice ne doivent pas rester des concepts creux d'éducation civique, mais au contraire devenir des pratiques qui se construiront collectivement par les luttes.

S'organiser pour décider ensemble de notre avenir, lutter contre une classe de politiciens et d'affairistes qui se remplissent les poches en vidant les nôtres, ça c'est démocratique !

Qui sommes-nous ?

Nous sommes communistes libertaires. Nous sommes actifs dans les entreprises, les quartiers, les lycées, les universités. Nous sommes présents dans les luttes de la jeunesse comme dans celles des salarié(e)s et des chômeur(se)s.

Pourquoi Communistes ?

Rien à voir avec l'ex-URSS. Nous l'entendons dans un sens anticapitaliste, pour l'abolition des privilèges et la redistribution des richesses.

Pourquoi libertaires ?

Pour une société sans hiérarchie, où le pouvoir ne soit plus accaparé par une élite économique et politique. Pour l'autogestion.

Et la révolution ?

On n'attend pas le grand soir pour agir, nous voulons gagner par la lutte de nouvelles avancées sociales. Mais nous considérons que nous ne pourrions changer réellement la société qu'en renversant le capitalisme.

- Je souhaite prendre contact avec Alternative libertaire
- Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel *Alternative libertaire*.
- Je m'abonne à *Alternative libertaire* (20 euros pour un an, 15 euros jeunes, chômeur(e)s, précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).

NOM..... PRÉNOM..... TÉL..... E-MAIL

ADRESSE.....

À renvoyer à **Alternative libertaire, BP 295, 75921 PARIS Cedex 19 - www.alternativelibertaire.org**